Dans le sillage de la crise grecque et sous l'impulsion de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds Monétaire Internationale (FMI), les gouvernements européens, qu'ils soient de droite ou sociaux-démocrates, ont lancé ou annoncent des plans d'austérité sans précédent.

Sous couvert de résorber les déficits publics dans la stricte orthodoxie du Pacte de stabilité de l'UE et pour « rassurer les marchés », les capitalistes et leurs gouvernements veulent appliquer un programme néolibéral de choc: baisse radicale des salaires et des pensions, augmentation de la TVA, allongement de l'âge de la retraite, privatisation des services publics, réduction des dépenses sociales (santé, éducation, allocations sociales, logement) dans le but de démanteler la Sécu, réformes des codes du travail et des lois sociales afin de faciliter les licenciements...

En Grèce, ce programme de choc concocté par le gouvernement, l'Union européenne et le FMI - notamment comme condition imposée en échange du soi-disant « plan de sauvetage » adopté en mai dernier - fait froid dans le dos. Il représente une attaque et un recul inouïs du niveau de vie de la population:

- Hausse de la TVA de 2% en moyenne (de 19 à 21% et 23% sur certains produits)
- Augmentation des taxes (alcool: 20%, cigarettes: 63%, hausse des prix des carburants...)

- Blocage des salaires publics et suppression des 13e et 14e mois des fonctionnaires

(sortes de congés payés), ce qui représente une baisse de 15% des salaires

- Réduction des effectifs publics par le quasi-gel des embauches (1 embauche pour 5 départs)
- Blocage des pensions des secteurs public et privé
- Recul de deux ans de l'âge de la pension de 63 à 65 ans, obligation de cotiser pendant 40 ans au lieu de 37 ans pour obtenir une pension complète, par ailleurs réduite de 45 à 60%

- Réduction du salaire minimum qui passe de 740 euros à 592 euros
- Gel de 3 ans des augmentations salariales dans le privé
- Réduction de 800 millions d'euros des dépenses de chômage
- Réduction de moitié des indemnités de licenciement
- Hausse des tarifs des services publics et leur privatisation (eau, postes, énergie, télécoms, mais aussi ports, autoroutes, aéroports...)
- Réforme et déréglementation du Code du travail pour augmenter la flexibilité et faciliter les licenciements

À des degrés variables, les divers plans d'austérité européens vont tous dans le même sens. Il s'agit ni plus ni moins que d'utiliser la question des déficits publics comme un pur prétexte pour accélérer et parachever la destruction des restes de « l'Etat-providence ». Nous sommes à un tournant: dans le cadre d'une concurrence intra-européenne et planétaire rendue encore plus acharnée du fait de la crise économique, l'objectif est de se débarrasser de toutes les « entraves » que représentent les conquêtes sociales obtenues par les luttes historiques du mouvement ouvrier et nous ramener ainsi, comme en Grèce, plusieurs décennies en arrière!

Cette régression sociale s'accompagne inévitablement d'une régression démocratique. Les partis traditionnels au pouvoir appliquent plus que jamais des politiques pour lesquelles ils n'ont pas été élus. Les budgets publics seront contrôlés par la Commission européenne et les Ministres des finances de l'UE avant d'être approuvés par les parlements nationaux. Des Etats souverains tels que la Grèce sont dépossédés avec l'aval de leurs gouvernements de la gestion de leur économie en faveur de la Commission européenne, de la BCE et du FMI, institutions non élues, non démocratiques.

Les droits sociaux, les services publics et les dépenses sociales ne sont nullement la cause des déficits publics; nous ne vivons pas, loin de là, « au dessus de nos moyens » comme les idéologues de la pensée unique veulent nous le faire croire. Le gonflement des dettes et des déficits publics est avant tout le résultat de plusieurs décénnies de cadeaux fiscaux au patronat et aux plus riches, au travers des réductions d'impôts, des cotisations patronales et des taxes sur le capital. Ces milliards de cadeaux et les gigantesques bénéfices engrangés sont allés alimenter la spéculation « libre et non faussée », débarassée de toute entrave et de tout contrôle par les divers traités européens.

Alors que les banques et les spéculateurs financiers sont les responsables de la crise financière de 2008, les gouvernements ont massivement volé à leur secours, sans contrepartie et avec l'argent des contribuables, alourdissant encore plus leurs déficits publics. Puisqu'ils se sont refusés à prendre directement l'argent dans la poche des grosses fortunes, ces mêmes gouvernements se retrouvent aujourd'hui contraints d'emprunter à des taux élevés aux mêmes banquiers et spéculateurs qu'ils ont sauvé de leur propre banqueroute et qui, à leur tour, ne se privent pas de spéculer sur ces dettes publiques alourdies, provoquant ainsi le prétexte mis en avant aujourd'hui pour justifier les plans d'austérité.

En Belgique, au-delà de leurs divergences et de leurs difficultés à composer un gouvernement fédéral stable, aucun parti traditionnel ne remet fondamentalement en question ce système capitaliste et sa logique néolibérale infernale. Quelle que soit la future formule gouvernementale, les partis au pouvoir appliqueront, chez nous aussi, des plans similaires d'austérité brutale afin de trouver dans la poche des salariés et des allocataires sociaux les 25 à 30 milliards d'euros « nécessaires » pour résorber les déficits et l'endettement publics.

En Grèce, Italie, Espagne, Irlande, Portugal, France, les travailleurs-euses et leurs organisations syndicales ont commencé à réagir au travers de grèves générales de 4 à 24 heures et de manifestations de masse. Face à l'offensive coordonnée et sans précédent du capital à l'échelle européenne, il est temps de passer à une riposte également coordonnée sur tout le continent. Partis, syndicats et mouvements sociaux progressistes européens ont la responsabilité de s'unir autour d'un plan et d'un programme d'actions afin d'éviter d'être battus séparament, pays par pays. L'enjeu est clairement européen: une victoire de ces plans d'austérité dans plusieurs pays risque de démoraliser les travailleurs-euses dans les autres et de freiner leurs luttes et leurs résistances. A contrario, la victoire d'une mobilisation populaire montrera la voie à suivre, donnera confiance en leurs propres forces et à leurs capacités de gagner aux mouvements sociaux partout en Europe.

Le 29 septembre prochain, à la veille d'un sommet des ministres européens des finances, la Confédération européenne des syndicats (CES) organise une euro-manifestation contre les mesures d'austérité. Le Forum social européen a également lancé un appel pour ce rendez vous et la FGTB, la CSC et la CGSLB mobilisent en front commun (*). Des dizaines de milliers de salariés vont se mobiliser ce jours-là à Bruxelles et en Europe, notamment à travers des grèves générales de 24 heures en Espagne et en Grèce.

Le Front des Gauches, qui s'est constitué à l'occasion des élections législatives en rassemblant

six organisations de la gauche radicale et écologique, participera lui aussi activement à la manifestation du 29 septembre, tout en prenant distance avec l'un des mots d'ordre avancé par la CES en faveur de la « croissance ». Selon nous, la « croissance » dans le système actuel n'est pas neutre, elle est conditionnée par la recherche du profit maximal et le productivisme capitalistes qui détruisent à la fois nos droits sociaux et notre environnement. La lutte contre la régression sociale passe avant tout par la défense et l'extension des droits sociaux, de l'emploi et des services publics, par une redistribution radicale des richesses dans la justice fiscale.

Face à la montée du chômage, ce n'est pas la « croissance » de profits accaparés par une minorité qu'il faut défendre, mais bien la « décroissance » du temps de travail, sans perte de revenus et avec embauches massives. A la logique mortelle de la course aux profits, il faut opposer la satisfaction des besoins sociaux par la mise sous contrôle publique des secteurs clés de l'économie tels que la finance, l'énergie, les transports et leur planification démocratique dans le respect des équilibres écologiques.

L'issue de la crise en faveur de la majorité sociale passe également par le rejet de l'Union européenne qui s'est une fois de plus dévoilée comme étant au service des banquiers et des spéculateurs. Il faut rompre avec cette UE, non pas en faveur d'un « repli national » tout aussi néfaste, mais au contraire afin d'ouvrir la voie à une toute autre Europe, celle de la solidarité entre les peuples.

C'est sur cette base que le Front des Gauches manifestera et apppelle tous les salarié-e-s et les allocataires sociaux à participer nombreux-euses à l'euro-manifestation du 29 septembre. Pour faire de cette date le point de départ d'une contre-offensive européenne et pour affirmer, ensemble, qu'en Belgique comme dans toute l'Europe, ce n'est pas à nous de payer leurs crises, que d'autres politiques sont possibles et qu'il faudra les imposer par une vaste mobilisation, unitaire et internationale.

Front des Gauches (Parti Communiste, Parti Socialiste de Lutte, Ligue Communiste Révolutionnaire, Comité pour une Autre Politique, Parti Humaniste, Vélorution)

(*) Le tract du front commun syndical belge pour le 29 septembre dit correctement « non » à « l'austérité », mais dans sa version néerlandaise on parle d'austérité « sévère ».

Point fixe du FdG à la manifestation du 29 septembre:

Les organisations composant le Front des Gauches appellent leurs membres et sympathisant-e-s à se rassembler au point fixe qui se tiendra le long de la manifestation du 29 septembre autour d'un podium et d'un stand pour y diffuser un tract commun du FdG et vendre un autocollant de soutien.

Rendez-vous à partir de 13h00-13h30 au début de la rue Bélliard (côté petite ceinture, Métro Arts-Loi)